

Pandémie en Suisse «Nous n'avons pas attendu l'État pour agir contre le Covid»

Le directeur d'EMS vaudois Christian Weiler a répondu à notre sondage sur la prise en charge des personnes âgées en Suisse. Il revient sur cette année de pandémie.



Dominique Botti
Publié: 06.04.2021, 16h58
4 commentaires
4

Christian Weiler est le directeur de la Fondation Primeroche qui gère deux EMS psychogériatriques, à Prilly et à Cheseaux-sur-Lausanne.
24 heures/Odile Meylan



Christian Weiler est un homme d'action. «En avril 2020, je remarque que nos stocks de gel hydroalcoolique sont vides et que nous ne pourrions pas être livrés avant deux semaines. Nous étions alors au sommet de la première vague du Covid-19. Je n'ai pas hésité. J'ai acheté 80 litres d'alcool fort chez un paysan que j'ai fait transformer en désinfectant grâce à un ami pharmacien.»

Fraîchement élu à la Municipalité d'Yverdon-les-Bains, il est aussi directeur de la Fondation Primeroche, qui gère deux EMS dans l'Ouest lausannois. Christian Weiler est un des nombreux directeurs d'établissements à avoir répondu à notre [sondage sur la prise en charge des personnes âgées](#). Il a lui aussi, comme 40% des sondés, souligné le manque de soutien des autorités. Il nous commente ses réponses.

Vous avez dû faire preuve d'imagination face à la pandémie?

Nous n'avons pas attendu l'État pour agir. Nous avons dû trouver des solutions. En plus de notre propre désinfectant, nous avons aussi fabriqué une visière de protection pour le personnel et d'autres instruments utiles. Nous avons créé notre propre formation aux gestes barrières. Tout cela était connu avant la pandémie, mais pas dans une telle amplitude. Cela fait aujourd'hui partie de notre quotidien.

Vous dites que les autorités étaient parfois absentes durant la crise?

Le Canton a eu du retard à l'allumage au début de la crise. Il n'avait pas toutes les réponses. D'ailleurs personne ne les avait. Cela s'est amélioré par la suite. Même s'il n'a pas toujours été évident de trouver le bon interlocuteur dans cette grosse machine qu'est l'État.

Vous dites aussi que les autorités étaient parfois trop présentes?

Nous avons reçu beaucoup de directives, circulaires, recommandations. Elles étaient parfois difficilement compréhensibles ou partiellement inadaptées. Il fallait les adapter à notre réalité. Ces communications de l'État s'adressent à un établissement gériatrique standard. Or nous sommes un établissement spécialisé dans la psychiatrie de l'âge avancé. Tous nos résidents souffrent de maladies psychiques telles qu'alzheimer et présentent fréquemment des troubles du comportement. Ils ne peuvent plus raisonner comme des personnes âgées qui ont toute leur tête. Leur faire comprendre le respect des gestes barrières est souvent impossible.

Qu'avez-vous fait?

Nous n'avons pas pu faire respecter toutes les mesures imposées par l'État. Par exemple, la recommandation du port du masque était inapplicable. Des résidents ont tenté de le manger ou d'en prendre un dans une poubelle. Le respect des distances sociales était tout aussi difficile. Nous condamnions une place sur un fauteuil pour deux et retrouvions deux résidents collés l'un à l'autre, sur l'espace restant.

Quid alors des gestes barrières dans vos deux maisons?

Nous nous sommes adaptés, avons inventé nos propres solutions. Nous avons décidé, contre une recommandation des services de l'État, de créer une zone Covid, dès l'apparition du premier test positif. Seuls les malades du Covid y entraient. Et nous avons mis du personnel expérimenté qui ne travaillait que dans ce secteur, de jour comme de nuit. C'était du bon sens. Nous avons l'habitude de le faire. Nous réagissons de la même manière lors des épidémies de grippe saisonnière, de gastro-entérite.

Malgré cela, vous avez enregistré des décès du Covid?

Malheureusement oui. Vingt-sept décès et 58 infectés sur un total de 120 résidents. Nous avons été une des premières maisons touchées dans le canton de Vaud. Mais nous ne connaissons plus aucun cas d'infection depuis la fin de l'année dernière. Avec le temps, nous avons appris à faire face, nous sommes devenus plus performants et la vaccination change tout, évidemment.



Grâce à la vaccination, les EMS vaudois et suisses recommencent à respirer.
24 heures/Odile Meylan

Vous avez aussi tenu à maintenir coûte que coûte les visites de fin de vie?

C'était une évidence pour nous. Le Canton n'a jamais interdit cet accompagnement, même si je me rappelle qu'il en était question au printemps 2020. Nous avons autorisé ces rencontres tout en appliquant des consignes sanitaires maximales. Les visiteurs étaient protégés des pieds à la tête: masque, charlotte, blouse, lunette. Une ligne rouge au sol marquait la limite de 1 m. 50 à ne pas dépasser. Aucun visiteur n'a été infecté. Je me rappelle avoir accompagné un monsieur. Cela faisait cinquante-deux ans qu'il était marié. Sa femme était en train de mourir. Il a pu lui dire au revoir, s'exprimer. Il m'a demandé plusieurs fois de pouvoir l'embrasser une dernière fois. Je ne pouvais pas le lui permettre. Ces moments vous marquent.

Pouvez-vous détailler ce dilemme auquel vous dites avoir été confronté?

Deux éthiques se sont télescopées. La première est individuelle, elle valorise la liberté de la personne, son autonomie et son indépendance. La deuxième est collective, elle protège le groupe aux dépens de l'individu. Pouvons-nous laisser un résident souffrant de démence contaminer un autre résident? Que faire avec quelqu'un qui n'a pas la capacité de comprendre qu'il est peut-être en train de commettre un acte qui a des conséquences graves pour les autres? J'ai connu le même dilemme au début du sida. La contrainte est le dernier ressort. Seulement après avoir tenté tous les autres moyens et parfois ce n'est pas possible. Nous ne pouvons contraindre un résident à rester dans sa chambre après lui avoir demandé 70 fois de le faire et que si c'est nécessaire pour le groupe.



La vaccination dans les EMS n'a pas fait disparaître les gestes barrières, qui restent de rigueur.
24 heures/Odile Meylan

Enfin, cette crise souligne votre sens de l'innovation et votre capacité de réaction. Les autorités ne s'y sont jamais opposées?

Cette crise a révélé le besoin de travailler ensemble. Les autorités doivent faire passer leur message, mais pour cela elles doivent écouter les professionnels du terrain. Nous connaissons notre métier. Nous savons comment fonctionne un EMS et avons des solutions. Une directive doit ainsi laisser la place à l'adaptation, sinon elle est difficilement applicable. J'ajoute que les réseaux de santé – qui intègrent les hôpitaux, les EMS, les médecins – doivent être à taille humaine. Les ensembles trop importants ne sont pas huilés. Les gens ne se connaissent pas, ou peu. Il est difficile de créer des relations de travail efficaces, surtout en période de crise.